



CHAPITRE 128

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sillery

[Sanctionnée le 17 décembre 1953]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Sillery ont, par leur pétition, représenté que des pouvoirs plus étendus doivent leur être accordés pour rendre leur action plus efficace;

Que les commissaires sont d'avis qu'il est à propos de les indemniser pour le travail considérable nécessité par l'administration des écoles de la cité de Sillery;

Qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans leur dite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Changement de classe ou d'école.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 233 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), ladite commission aura la faculté, en tout temps durant l'année scolaire, de changer de classe ou d'école un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas réduit.

Lecture, etc., non requise.

2. Nonobstant les dispositions de la Loi de l'instruction publique, le secrétaire-trésorier ne sera pas tenu de lire et de publier le texte entier des résolutions, mais il devra publier un avis donnant la nature de la résolution, et invitant les contribuables à prendre connaissance de ladite résolution au bureau de la corporation.

CHAPTER 128

An Act respecting The school commissioners for the municipality of the city of Sillery

[Assented to, the 17th of December, 1953]

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of the city of Sillery have, by their petition, represented that they require more extensive powers to enable them to operate more effectively;

That the commissioners deem it expedient that they be indemnified for the considerable work entailed in administering the schools of the city of Sillery;

That it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Transfer from class or school.

1. Notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59), the said commission shall have the right, at any time during the school year, to transfer any teacher from any class or school provided his salary be not reduced.

Reading, etc., not required.

2. Notwithstanding the provisions of the Education Act, the secretary-treasurer shall not be bound to read and publish the full text of the resolutions, but he shall publish a notice stating the nature of such resolution and requesting ratepayers to examine the said resolution at the office of the corporation.

Rémuné-
ration.

3. Nonobstant toutes les dispositions législatives inconciliables, les commissaires d'écoles recevront annuellement une rémunération de trois cents dollars pour chacun des commissaires, et six cents dollars pour le président, à compter du premier juillet 1953, rétroactivement.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3. Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the school commissioners shall receive an annual remuneration of three hundred dollars for each commissioner and six hundred dollars for the chairman, as from the first of July, 1953, retroactively.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.